



04 Avril 2013

**Pour une République exemplaire  
Renforçons et développons les missions des administrations de Bercy !**

Alors que les administrations de Bercy se trouvent dans l'un des systèmes, en matière des compétences de l'ancien ministre délégué en charge de Budget M. Jean-Louis Calvez, les Fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO, CFDT souhaitent le remettre au sein des missions dévolues aux Ministères Economique et Financier et à leurs différentes directions générales.

Les représentations syndicales alertent depuis de long mois sur les gouvernements et ministères qui se sont livrés aux conséquences fâcheuses de la suppression de dizaines de milliers d'emplois et la baisse drastique des moyens de fonctionnement.

Dans ces conditions, les agents de Bercy travaillent au quotidien des conditions de travail de plus en plus dégradées, et tous les indicateurs démontrent une poursuite inquiétante de la déflation au travail.

A l'heure des débats d'actualité parlementaire, lors au sein de la Commission Centrale des Politiques Publiques et especially de la Modernisation de l'Action Publique, les Députés considèrent qu'il est plus urgent de mettre en œuvre une action politique pour l'ensemble plus et mieux des missions.

En effet, la voie Economique et Financière constitue le caractère essentiel des missions exercées dans les ministères Economique et Financier. Il s'agit en particulier d'être pour le redressement des comptes publics et pour assurer une véritable répartition des richesses produites.

Cela suppose une revitalisation des finalités des missions. Dans une stratégie de reprise et de changement avec les politiques budgétaires initiées, le Gouvernement se doit :

- de revitaliser les missions de contrôle et de conseil,
- de garantir la stabilité politique indépendante au service de l'ensemble des acteurs économiques,
- de mettre au service à l'édification de la capacité d'investissement de la puissance publique dans les missions.

Il y a également :

- Clarifier les missions aux services d'assurer la globalité de leurs missions dans les domaines de la lutte contre les fraudes fiscales, économiques, écologiques, éducatives et industrielles, de recouvrement de l'impôt, de réglementation, la régulation et le contrôle des acteurs financiers, de développement de la protection des consommateurs
- Prendre à l'ensemble des administrations de services de Bercy de disposer des moyens humains, matériels, juridiques, nécessaires pour assurer le respect de la Loi sans déroger comme aux entreprises
- à améliorer les coopérations nationales et internationales, entre les États et leurs administrations, pour mettre fin à la criminalité financière et à limiter les effets de fraude. Autant de missions qui exigent une coopération de haut niveau basée sur un partenariat efficace
- à assurer à l'ensemble des agents des Finances, au respect notamment du redressement de leurs droits salariaux, de leurs garanties collectives et individuelles, l'effectivité de la cotisation au service de leurs missions en toute indépendance et en faisant respecter le principe d'égalité de Traite et l'Etat de Droit.

Les Fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO, CFDT, appellent du Gouvernement et des parlementaires que d'autres choix soient faits à BERCY !

fichiers:



[Télécharger communiqué\\_inter\\_federal\\_bercy\\_v1.pdf](#) (109.62 Ko)

Public: [2013](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank

---